

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 4 février 2020 à 18 h 30

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	2
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt, le vingt-neuf janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEN, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme PELE, M. REBOURS, Mmes OLIVIER, CREUSIER, MM. MORIN, FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. COULON est remplacé par M. LECOURT

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE

Excusés :

MM. LE SCORNET, HEURTEBIZE, POIRRIER, BRODIN, LESAIN, Mmes COUTURIER, ADAM

M. JEUSSE a été désigné secrétaire de séance.

1 – Aménagement du territoire - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Mayenne Communauté - Approbation

M. VALPREMIT expose :

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est un document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement d'un territoire à un horizon de 10 à 15 ans. C'est un outil permettant à l'action publique de répondre aux besoins d'attractivité notamment en termes d'équipements publics, d'habitat, de déplacements et d'emplois. Il est appelé à s'adapter aux évolutions du territoire.

Le PLUi s'est construit autour d'une logique de Projet à l'échelle du nouveau territoire de Mayenne Communauté dans la continuité du PLH et presque parallèlement au Schéma de Cohérence Territoriale désormais entrée en vigueur. Alors que le territoire de MAYENNE COMMUNAUTE était couvert par : 5 PLU "Grenelle", 5 PLU de 1ère génération, 7 POS et 11 cartes communales, la mise en place du PLUi permet de disposer d'un document unifié en adéquation avec les réalités économiques, environnementales et sociales actuelles

Le PLUi permet de répondre également aux obligations d'intégrer certains schémas, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, etc.... Il est surtout un outil réglementaire qui fixe les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage des sols et le cadre de l'instruction des futurs droits à bâtir.

I) Rappel de la procédure d'élaboration du PLUi- de la prescription à l'arrêt du projet.

➤ La prescription

Par délibération du 25 février 2016, Mayenne Communauté a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire de Mayenne Communauté, a fixé les modalités de la concertation et a défini les modalités de collaboration avec les communes ainsi que les objectifs poursuivis.

➤ Les objectifs poursuivis

Conformément à l'article L. 101-2 du code de l'Urbanisme, le PLUi détermine dans le respect des objectifs du développement durable, les conditions de l'aménagement de son territoire et les grandes lignes de son action en matière d'urbanisme visant notamment :

« 1° L'équilibre entre :

- a. Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b. Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c. Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d. La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e. Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ».

En ce qui concerne spécifiquement le territoire de notre communauté de communes, les objectifs poursuivis pour MAYENNE COMMUNAUTE étaient les suivants :

- ❖ définir les besoins du territoire à l'échelle des **33 communes** en matière **d'équilibre entre le développement urbain maîtrisé et le renouvellement des centres ville et centres bourgs**, en connectant

le développement du sud de son territoire notamment du pôle de Martigné-sur-Mayenne avec celui de l'agglomération lavalloise et en veillant à préserver le dynamisme du nord autour du secteur de Lassay-les-châteaux.

- ❖ **favoriser la mixité sociale et améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande en logements** en définissant des objectifs adaptés aux communes en fonction de leurs équipements, les enjeux étant notamment de :
 - Développer des politiques de logements, d'équipements et services favorables à l'attractivité du territoire pour les jeunes et en particulier les jeunes ménages avec enfants, en veillant notamment à préserver les écoles ;
 - Maintenir une mixité générationnelle dans les villes et villages aussi en faveur des anciens : équilibre à trouver entre des hébergements adaptés, « en ville » ou en milieu rural, et le maintien à domicile ;
 - Améliorer la dynamique démographique de Mayenne et Lassay-les-châteaux, les deux villes structurantes du territoire, afin de conforter l'armature de commerces, équipements et services aux rayonnements supra communautaires.
- ❖ **réduire la consommation des espaces agricoles et naturels en optimisant le foncier constructible.** Valoriser l'agriculture et notamment l'agriculture périurbaine. Préserver la biodiversité et l'identité naturelle du territoire (trame bocagère) par la mise en place et le respect de la trame verte et bleue. Conserver l'identité des paysages caractéristiques de ce territoire situé au cœur du Nord Mayenne, entre la vallée de la Mayenne et les buttes d'Hardanges. Au cœur d'une campagne généreuse permettant diverses productions agricoles dont la production cidricole, le territoire se caractérise par un relief vallonné au parcellaire bocager mêlant prairies, vergers et terres cultivées avec un maillage de haies et de chemins creux propices à la pratique de la randonnée à pied, à vélo ou à cheval. Dans ces paysages du nord-Mayenne, dont font également partie les bourgs et les hameaux qui ont conservé un habitat rural traditionnel et un patrimoine architectural de qualité (Petite Cité de Caractère, châteaux...).
- ❖ **favoriser un développement équilibré entre emplois, habitat, commerces et services**, afin de garantir les conditions du maintien de la population et de favoriser l'accueil de nouveaux arrivants.
- ❖ **conforter et encourager le développement économique**, notamment à travers le dynamisme des filières agricole, agro-alimentaire, industrielle, artisanale et commerciale en insistant sur le développement des réseaux numériques, des enjeux se dégageant notamment pour :
 - Conserver l'équilibre emplois locaux /actifs résidents à l'échelle communautaire, voire renforcer le rayonnement économique du territoire ;
 - Préserver l'emploi industriel et favoriser son développement ;
 - Répondre aux besoins spécifiques des artisans, en lien avec les besoins de l'économie résidentielle, et ceux des entreprises ;
 - Accompagner le développement du télétravail, à domicile.
- ❖ **assurer le confortement et la diversification des activités touristiques en assurant une répartition équilibrée entre équipement de tourisme et offres de loisirs**, avec pour ambition notamment de :
 - Rendre plus visible l'offre touristique du territoire en lien avec la thématique « nature, culture et patrimoines »
 - Conforter la Vallée de la Mayenne comme écrin de nature, support d'activités de loisirs et de sports de pleine-nature.
 - Poursuivre le développement de boucles et itinéraires vélos liés aux axes structurants (voie verte, Véloscénie de Paris au Mont St Michel, V43 de Ouistreham à la Rochelle...) et une offre de services et séjours adaptés
 - Préserver les « grands patrimoines » en autorisant des usages favorables à leur entretien : exemples de la maison Perrine à La Chapelle au Riboul, du patrimoine de l'évêché à La Haie-T (grande maison + presbytère), de châteaux et manoirs, moulins, lavoirs, anciens relais, voire chapelles ...
 - Favoriser l'allongement du séjour touristique : promouvoir la diversité des activités de loisirs, développer l'offre d'hébergements déjà variée (roulottes, cabanes...)

- ❖ **prendre en compte les enjeux liés aux différentes composantes du Développement Durable** et favoriser une politique et une offre de mobilités adaptées aux spécificités de notre territoire,
- ❖ **préserver et mettre en valeur le patrimoine** architectural, archéologique ou naturel protégé ou non afin de **conforter l'identité du territoire**.

➤ **Débat sur le projet de PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) du PLUi**

Conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ont été débattus au sein des conseils municipaux entre le 9 octobre 2019 au le 18 décembre 2019 et en conseil communautaire du 15 novembre 2018.

Le PADD est le résultat d'un travail collectif de longue haleine qui a fortement mobilisé, autour des élus du territoire, un ensemble d'acteurs institutionnels ou non ainsi que de nombreux citoyens du territoire.

Le projet a été élaboré à partir des enjeux identifiés à l'issue du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement qui ont guidé les orientations stratégiques du PADD et leur traduction réglementaire. C'est à la lumière de ces mêmes enjeux qu'a été réalisée l'évaluation environnementale.

Dans le respect de la diversité et de l'authenticité des 33 communes, 3 grandes ambitions sont affichées pour le développement stratégique du territoire à l'horizon 2030 :

- Affirmer une identité de « territoire de qualité » autour du 2ème pôle économique du département.
- Résoudre les déséquilibres actuels du territoire.
- Promouvoir un partenariat positif entre territoires complémentaires.

Sur la base de ces trois ambitions fortes, le PADD se décline en totale cohérence avec l'armature du SCOT en 3 grands volets eux-mêmes décomposés en 10 axes d'aménagement du territoire :

- I- ATTRACTIVITÉ et DYNAMIQUE ÉCONOMIQUES
- II- ATTRACTIVITÉ RÉSIDENTIELLE et SERVICES AUX HABITANTS
- III- QUALITÉ DU CADRE DE VIE et EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES.

Le PADD est aussi un cadre de cohérence interne au PLUi. En effet, les outils réglementaires du PLUi que sont les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ; règlement et zonage, doivent être définis de façon à permettre la mise en œuvre des objectifs du PADD.

Il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

➤ **Un PLUi élaboré en collaboration et concertation**

Avec les communes : Le conseil communautaire du 25 février 2016 a arrêté les modalités de la collaboration avec les communes en validant la Charte de Gouvernance d'élaboration du PLUi organisée autour de valeurs partagées : travailler à l'échelle intercommunale en tenant compte des spécificités locales ; mettre les communes au cœur du PLUi ; réaliser ce PLUi en tenant compte de nos contraintes financières ; maintenir la compétence et la responsabilité de chaque maire.

La conférence des Maires du 9 février 2016 en présence de 27 communes (2 étaient excusées et 4 non représentées) a approuvé les modalités de collaboration, l'organisation des instances et les rôle et mission de chacun a donné le coup d'envoi d'une longue série de réunions, échanges et concertation entre le Vice-Président Antoine Valprémit, les services de Mayenne Communauté et les instances(COPil, Commission Aménagement, Bureau et Conseil...) et les communes au travers des maires et des référents communaux.

Avec les acteurs du territoire : l'élaboration du PLUi ne peut se concevoir sans une participation active de l'ensemble des acteurs du territoire. En plus de l'association obligatoire de l'État et des Personnes Publiques Associées (PPA), la Communauté de Communes a souhaité que ce document soit élaboré en concertation étroite avec les représentants du monde professionnel, les associations, les structures représentant la société civile ainsi que l'ensemble des habitants du territoire.

Avec le public : la concertation avec le public s'est déroulée depuis la prescription et pendant tout le temps de la réflexion sur le PADD et s'est prolongée sur le temps de traduction réglementaire du PADD (plan de zonage, règlement et Orientations d'Aménagement et de Programmation) et ce jusqu'à l'arrêt de projet.

Le bilan de cette concertation tirée lors du conseil du 11 juin 2019 s'établit ainsi :

Prescriptions de la délibération	Réalisation et impact
<i>Information régulière dans la presse locale</i>	22 articles dans la presse locale (Ouest France et Courrier de la Mayenne)
<i>Site internet de la Communauté et sur les sites internet des communes</i>	2 pages web dédiées au PLUI sur le site de Mayenne communauté + 9 sites communaux faisant référence au PLUI. Une adresse mail dédiée aux demandes avec une dizaine de sollicitations.
<i>Bulletin communautaire et les bulletins communaux</i>	5 articles dans le bulletin communautaire et 38 dans les bulletins communaux
<i>Expositions dans les communes et au siège de la communauté aux principales étapes du projet</i>	10 panneaux d'exposition (4 au diagnostic, 1 au PADD, 5 au règlement) dans toutes les communes et siège communautaire Les plans de zonage affichés pendant un mois dans les mairies. Une trentaine de retours collectés.
<i>Registre d'observations dans les communes et sièges de communauté</i>	Registres d'observation dans toutes les communes et au siège communautaire. Une cinquantaine de remarques
<i>Organisation de plusieurs réunions publiques</i>	12 réunions publiques : 3 au lancement, 3 au diagnostic, 3 au PADD, 3 au règlement. Au total, 330 participants

Outils complémentaires proposés	Impact
Carte collaborative	115 contributions
Un questionnaire	117 réponses
Un concours photos	Une participation d'un club de jeunes
L'enregistreur de vol	69 participants
L'exposition Superposition et les conférences décalées	12 371 personnes ont visité l'expo au Musée de Mayenne et dans les communes et 90 ont assisté aux conférences
Cartes postales	130 cartes collectées

➤ Un PLUi arrêté

Les échanges multiples avec les communes, les partenaires et le bureau d'études CODRA chargé d'accompagner la collectivité, ont permis aux élus d'affiner leur vision du territoire, de clarifier leurs objectifs et de faire s'exprimer des points de vue différents. C'est à la lumière de cette réflexion que le projet de PLUi a été arrêté lors du conseil du 11 Juin 2019.

II) Les grandes lignes et principales orientations du projet arrêté

La traduction réglementaire du projet arrêté peut-être synthétisée de la façon suivante.

➤ La traduction des orientations en matière de production de logements :

L'objectif de Mayenne Communauté est d'améliorer sa dynamique démographique, ce qui nécessite la production de 2 000 logements sur la période 2018-2030.

La répartition de la production de logements permet de tendre vers un renforcement du poids du pôle aggloméré, conformément aux orientations du PADD tout en assurant cependant **des capacités de développement à l'ensemble des communes**.

	Surface en ha	% des zones 1AUh
Mayenne	17	24,3%
Pôles structurants	9,3	13,3%
Communes de la couronne mayennaise et bourgs intermédiaires	25,1	35,9%
Communes rurales	18,5	26,5%
TOTAL	69,9	100 %

En complément des capacités de mutations et de densification des zones urbanisées des communes au travers par exemple de l'achèvement des commercialisations en lotissements, Mayenne Communauté a délimité **49 zones 1AUh** destinées à être urbanisées à court terme (69,9 ha), toutes concernées par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Leur répartition s'est faite selon une logique visant à renforcer les principaux pôles du territoire et leur localisation dans un souci de cohérence de développement des bourgs ou hameaux constitués, en prenant en compte les sensibilités (zones humides, activités agricoles, réseaux...).

En plus des zones 1AUh, 3,9 ha de zones 2AUh permettent d'apporter une réserve foncière.

Les OAP définissent des principes d'aménagement de ces secteurs en matière d'accès, de formes urbaines, de prise en compte de la trame verte et bleue, ... en complément du règlement et avec lesquelles les projets d'aménagement et de constructions devront être compatibles. Elles visent à permettre une urbanisation cohérente en lien avec le tissu urbain dans lequel elle s'insère et dans le respect des orientations définies par le PADD.

Communes	sites à vocation dominante de logements	Communes	sites à vocation dominante de logements
Alexain	Nord	Moulay	Les Ormeaux
Alexain	Sud	Parigné-sur-Braye	Le Bocage
Aron	Le Petit Messé	Placé	La Cour
Belgeard	Centre-bourg / Ancien bourg	Sacé	Extension Le Grand Champs
Champéon	Nord / Centre	St-Baudelle	Chemin de la Chartrie / Avenue des Lilas
Commer	Centre / RD 24	St-Fraimbault-de-Prières	Sud Bourg / Le Grand St-Fraimbault / Les Feuvries
Contest	Rue du Côteau	St-Georges-Buttavent	Guinefolle
Grazay	Extension Les Genêts	St-Germain-d'Anxure	Rue des Pommiers
Hardanges	Rue de la Petite Chapelle	St-Julien-du-Terroux	Rue du Verger
Jublains	Extension Le soleil Levant	Ste-Marie-du-Bois	Lotissement des Camélias
La-Bazoge-Montpinçon	RD 253	Thuboeuf	RD 261
La Chapelle-au-Riboul	Nord / Centre-bourg /		
Lassay-les-Châteaux	Les Morelles / Sud / Mozart		
Le Horps	Est / Ouest / Sud / Nord		
Le Housseau Brétignolles	Les Monts de la Croix		
Le Ribay	RD 147		
Marcillé-la-Ville	Extension Les Orchidées		
Martigné-sur-Mayenne	Centre-est bourg / Sud déchetterie		
Mayenne	La Filousière / Saint-Léonard / Hautes-Brives / Vieille Route d'Ambrières / La Grande Bretonnière / La Tricottière / le Rocher		

Le PLUI prévoit aussi la possibilité de développement ponctuel en espaces agricoles et naturels (dans le respect des critères de la CDPENAF) en inscrivant :

- 46 secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) au sein des zones A (39) et N (7),

- 804 anciens bâtiments agricoles qui pourront éventuellement faire l'objet d'une demande de changement de destination auprès de la CDPENAF ou de la CDNPS (avis conforme).

➤ **La traduction des orientations pour la prise en compte des milieux agricoles et naturels :**

Le projet de PLUI au travers de ses orientations s'attache à limiter l'impact du développement sur ces milieux. Ainsi près de 50 800 ha (80,5% du territoire) sont identifiés en zone agricole pour permettre la préservation de ces espaces et le développement des activités qui y prennent place. L'évolution des logements existants de tiers est permise et encadrée.

Le zonage inscrit également 175,1 ha de zones agricoles protégées, zones totalement inconstructibles (réservoirs écologiques des milieux secs).

Le zonage inscrit 9 593,2 ha de zones naturelles, soit 15,3% du territoire. Cela inclut 368 ha de zones naturelles de loisirs (NL) et 345 ha de zones Nc où les carrières sont autorisées (en références aux seuls arrêtés préfectoraux).

Les réservoirs boisés de plus de 4 ha ont été classés en zone N, et les autres protégés par une trame Espaces boisés Classés.

La prise en compte du **maillage bocager** a fait l'objet d'une réelle prise en compte avec 3 327 km de haies repérées sur le zonage, associées à un règlement qui vise la protection ou la compensation en cas de nécessaire abattage (accès).

De plus, les OAP prennent en compte le maillage bocager : les haies existantes sont à conserver / compenser et de nouvelles haies sont à créer.

Les zones humides sont protégées : plus de 1 160 ha.30 ha, essentiellement localisés en zones agricoles et naturelles (les zones à urbaniser ont été établies de façon à les éviter (études CPIE et Aquascop).

Sur cette trame « zh », le règlement autorise uniquement, sous réserve qu'ils ne compromettent pas leur qualité écologique et paysagères, des aménagements légers nécessaires.

Pour les cours d'eau (classés en zone N), le règlement rend inconstructible 10 m depuis les berges.

La nature en ville qui contribue à la trame verte et bleue urbaine est favorisée par les dispositifs visant à préserver et valoriser la richesse de la trame verte et bleue et des paysages : haies, alignements d'arbres et espaces verts protégés.

➤ **La traduction des orientations pour le développement économique :**

L'objectif de Mayenne Communauté est d'appuyer une stratégie de développement pour conforter son rôle de 2ème pôle économique de la Mayenne. Le zonage du PLUi inscrit donc 445,8 ha de zones économiques existantes (UE) et 78 ha de zones économiques futures (AUe) (+ 19,7 ha de zones 2AUe à plus long terme).

On distingue 3 types de zones : les zones économiques générales (UE) pour tous types d'activités, les zones artisanales (UEa) et les zones commerciales (UEc).

La répartition sur le territoire permet de renforcer le pôle économique de Mayenne (Mayenne + Communes de la couronne mayennaise et bourgs intermédiaires), de renforcer les pôles structurants et d'autoriser les autres communes à participer à la dynamique du territoire.

	UE	UEa	UEc
Mayenne	76.8 ha	87.7 ha	86.5 ha
Pôles structurants	55.6 ha	5.9 ha	6.5 ha
Communes de la couronne mayennaise et bourgs intermédiaires	54.8 ha	25.4 ha	1.1 ha
Communes rurales	21 ha	24.4 ha	-
TOTAL	208.2 ha	143.4 ha	94.1 ha

Commune	Dénomination des 11 sites à vocation dominante d'activités
Aron	ZA des Chevreuils
Champéon	N 12 / RD160
Commer	Zone artisanale
Lassay-les-Châteaux	Zone Commerciale RD160
Martigné-sur-Mayenne	Extension ZA Le Berry / Commerce sud bourg
Mayenne	ZA la Pilière / ZA la Peyennière
St-Fraimbault-de-Prières	Coulonges sud / Coulonges Nord - Giraudière

Afin de conforter l'activité commerciale en centralités, des linéaires de commerce ont été mis en place à Mayenne et Lassay-les-Châteaux (exigence de commerce, services ou artisanat en rez-de-chaussée).

Dans le domaine du développement économique lié au tourisme :

- Patrimoine, le PLUi protège 498 éléments bâtis (en plus du patrimoine naturel) ;
- Itinérance : les chemins du PDIPR sont retranscrits sur le zonage et protégés. Les voies-vertes sont classées en zone naturelle N ;
- L'hébergement hôtelier et la restauration sont autorisés dans l'ensemble des zones urbaines ;
- Zone NL : deux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) sont inscrits :

Nom	Surface (ha)	Destination(s)
Base de loisirs du lac de Haute Mayenne	3.18	Hébergement hôtelier et touristique, Restauration, Equipements sportifs, Autres équipements recevant du public
Fontaine Daniel	1,04	Hébergement hôtelier et touristique, Restauration, Equipements sportifs, Autres équipements recevant du public

➤ **La prise en compte des mobilités :**

Le PLUi de Mayenne Communauté participe à l'amélioration de la qualité de la desserte routière du territoire à travers notamment : un emplacement réservé pour la réalisation du dernier tronçon de la déviation de la RN 162 de Mayenne et de nombreux autres pour élargir des voiries (dont D34, D104 et D24) ou des espaces publics, y compris pour les modes de déplacements actifs (marche, vélo).

Le projet traduit également un ensemble d'orientations en faveur des « mobilités actives » que ce soit au travers d'emplacements réservés, des OAP ou du règlement visant à développer ces réseaux au sein et vers les bourgs mais aussi entre communes ou vers les autres territoires, ainsi qu'à travers les normes de stationnement vélo.

➤ **La prise en compte de l'offre et l'accès aux équipements et services du territoire**

Le zonage du PLUi délimite 217 ha de zone UD uniquement dédiés aux grands équipements d'intérêt public, avec des souplesses réglementaires afin de faciliter leurs éventuels projets de développement, extension, densification...

Les zones NL ont également été inscrites pour permettre le développement de petits équipements liés aux loisirs en zone naturelle.

Des emplacements réservés sont repérés pour permettre le développement de quelques équipements notamment l'élargissement du groupe scolaire à Commer et la création d'équipement sportif à St-Fraimbault-de-Prières.

➤ **La traduction réglementaire du projet :**

Le règlement intègre le cadre défini par la réforme nationale de modernisation des PLU : nouvelle structure du règlement, simplification et clarification des règles, accompagnement à l'émergence de projets, mixité sociale et fonctionnelle, ... Le projet de règlement intègre ces dispositions qui permettent de faire évoluer les pratiques en passant d'un urbanisme de normes à un urbanisme de projet traduit par la combinaison des règles aux OAP proposées.

➤ L'évaluation environnementale du PLUi :

Le PLUi fait l'objet d'une évaluation environnementale qui a permis au cours de l'élaboration du projet d'intégrer les enjeux environnementaux. Les orientations aux différentes étapes ont ainsi pu évoluer afin de garantir la meilleure prise en compte possible du contexte environnemental du territoire et favoriser le développement d'un urbanisme plus respectueux de ses enjeux.

III) La consultation sur le projet arrêté.

Une phase de consultation réglementaire des personnes publiques associées et autres organismes concernés s'en est suivie avec un délai maximal de 3 mois pour faire connaître observations ou propositions d'ajustements éventuelles.

Durant la même période, **les communes** membres de Mayenne Communauté ont été invitées à faire part de leurs observations éventuelles sur le projet de PLUi arrêté, selon les termes des articles L.153-15 et R.153-5 du code de l'urbanisme.

Il est rappelé qu'à la date limite du 11 septembre 2019, Mayenne Communauté a réceptionné 33 avis favorables de l'ensemble des communes.

20 d'entre elles n'ont émis ni réserve ni remarques : Alexain, Belgeard, La Chapelle-au-Riboul, Charchigné, Commer, Contest, La Haie-Traversaine, Le Horps, Le Housseau-Brétignolles, Jublains, Lassay-les-châteaux, Marcillé-la-ville, Martigné-sur-Mayenne, Mayenne, Parigné-sur-Braye, Placé, Rennes-en-Grenouilles, Sacé, Ste-Marie-du-Bois et Thuboeuf n'ont émis ni réserve ni remarques. En revanche, les communes d'Aron, La-Bazoge-Montpinçon, Champéon, Grazay, Hardanges, Montreuil-Poulay, Moulay, Le Ribay, St-Baudelle, St-Fraimbault-de-Prières, St-Georges-Buttavent, St-Germain-d'Anxure et St-Julien-du-Terroux, ont quant à elles assorti leur avis favorable de remarques.

Il convient de noter que tous les avis des conseils municipaux ont été joints au dossier d'enquête publique tout comme ceux des autres personnes publiques associées et consultées dont l'essentiel est évoqué ci-après.

L'Etat a formulé un avis favorable avec 16 réserves et 6 recommandations. Il souhaite notamment une prise en compte de modifications relatives notamment à la densité moyenne des logements jugée trop faible (12 demandés au lieu de 11) ; à certaines requalifications en STECAL (hameaux trop petits, secteurs NL) ; aux zones humides (incohérence avec la carte pédologique, sur des Stecal ou OAP, inventaires à joindre au PLUi) aux capacités de certaines stations d'épuration. Par ailleurs des recommandations ont été émises sur les OAP (garantir de la mixité d'habitat, favoriser les cheminements doux, études Loi Barnier) ainsi que des mentions diverses à compléter sur certains documents du dossier.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale a précisé que son avis porte sur la qualité du rapport de présentation du dossier d'enquête restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement. Cet avis n'est ni favorable, ni défavorable.

La MRAe estime que la qualité des documents produits est perfectible. Leur pédagogie mérite d'être développée par des éléments davantage démonstratifs et étayés par des compléments nécessaires. Cette observation vise notamment à mieux justifier le gisement foncier mobilisable au sein des enveloppes urbaines et à étayer les nouveaux besoins au regard des dynamiques passées et des disponibilités présentes. Sur la préservation zones humides, la MRAe appelle à la mise en œuvre d'une démarche Eviter-Réduire-Compenser plus aboutie au niveau des OAP concernées et, plus généralement, de clarifier les dispositions du règlement écrit de nature à garantir leur protection.

La Commission Départementale de la préservation des espaces agricoles et forestiers interpelle sur le règlement des annexes (limiter la taille à 40m² et réduire la distance qui les séparent des habitations à 30 m) et majoritairement sur la question des Stecal. Elle appelle à différencier les droits à construire en zone NI selon

l'objet (équipements publics, étangs de loisirs centres équestres, ...), à réétudier quelques périmètres en cohérence avec les secteurs Uh, les sièges d'exploitation...

La Chambre d'agriculture émet un avis réservé mais qui deviendra favorable à la condition de modifier les densités des OAP ; intégrer le principe ERC pour les zones humides ; compléter les dispositions du règlement sur les logements de fonction ; clarifier les destinations autorisées en zones agricoles ; rectifier quelques anomalies au vu de la Charte agriculture et urbanisme. Elle mentionne un avis défavorable sur 3 autres points : les mesures de protection du bocage ; l'interdiction de la tôle ondulée en couverture, l'extension de certains hameaux.

Le Parc Normandie Maine a transmis un avis favorable avec une alerte sur la nécessité de prendre en compte le patrimoine naturel, culturel et identitaire dans le développement des énergies renouvelables. Il souhaite également que l'on réintègre sur le plan de zonage les haies nouvellement plantées grâce au soutien financier du PNR. Il propose de mentionner dans le règlement l'obligation de replanter des haies d'essences locales et d'éviter les haies mono spécifiques. Enfin il fait des suggestions en matière de perméabilité des clôtures tant en zones U et AU qu'en zones A et N pour les passages de la faune.

Le Président du Conseil Départemental a formulé plusieurs remarques relatives aux infrastructures routières notamment sur le contournement de Martigné et de Mayenne par l'ouest. Il appelle par ailleurs à ne pas trop étirer l'urbanisation le long des voies, à respecter les marges de recul des constructions, veiller à la sécurité des voies d'accès aux nouvelles zones et à reporter les servitudes d'alignement.

Le SAGE a présenté un avis favorable sous des réserves relatives au règlement graphique à compléter (une trame des zones inondables, ZH fonctionnelle en totalité identifiées) aux OAP (ZH identifiées, prioriser l'évitement) au règlement écrit pour intégrer la conservation des ZH en zone U et AU, prévoir la protection des haies également en zone UA et étendre à toutes les zones la distance minimale d'implantation des constructions par rapport aux cours d'eau.

La Région a indiqué n'avoir aucune observation particulière à formuler.

L'avis du **Centre Régional de la Propriété Forestière** est défavorable, il regrette l'absence d'un véritable diagnostic forestier d'identification des propriétaires et des surfaces sous gestion durable. La limitation de la fermeture des fonds de vallées pour préserver les perspectives ne lui convient pas. Il relève quelques inexactitudes au rapport de présentation (p428) et au règlement (p11) et l'absence des surfaces de massifs forestiers en zone N.

Il est rappelé par ailleurs qu'en l'absence de réponse formulée dans les 3 mois, les avis des autres structures associées ou consultées sont réputés favorables.

IV) Déroulement de l'enquête publique.

Par arrêté en date du 9 septembre 2019 et conformément aux articles L. 153-19 et R. 153-8 du code de l'Urbanisme et R. 123-9 du Code de l'Environnement, le Président a soumis à enquête publique le projet de PLUi du 9 octobre au 12 novembre 2019.

La Commission d'Enquête, désignée par le tribunal Administratif en date du 13 juin 2019, et Présidée par M. Michel THOMAS, a tenu 15 permanences réparties sur 11 communes. Le projet de PLUi était consultable sur support papier au siège de Mayenne Communauté et dans l'ensemble des 33 communes aux jours et heures d'habituels d'ouverture. Il était également accessible en ligne sur le site de Mayenne Communauté et sur un site dédié. Le public pouvait formuler ses observations sur les registres papier accessibles aux horaires d'ouverture ou lors des permanences des commissaires enquêteurs ou encore en ligne 24/24 h et 7/7 j sur un registre dématérialisé, sur une adresse mail dédiée ou en adressant un courrier à l'attention du Président de la Commission d'Enquête.

Pour faciliter la vision globale de l'ensemble des observations déposées, les observations formulées par courrier électronique, sur les registres papier et par courrier postal ont été réintégrées au fil de l'eau dans le registre dématérialisé.

La participation du public s'établit ainsi : 564 visiteurs en lignes pour 653 téléchargements et le bilan des contributions lors de l'enquête à 155 personnes qui ont émis 263 observations dont l'essentiel concerne le zonage notamment la constructibilité des parcelles, les changements de destination en habitation des anciens bâtis agricoles,

Il convient de préciser que pendant la période d'enquête publique, les Maires et Adjointes de 6 communes ont formulé des observations et déposé des demandes en leur qualité d'élus de leur commune (Champéon, La Chapelle-au-Riboul, Martigné-sur-Mayenne, Parigné-sur-Braye, Saint-Fraimbault-de-Prières et Saint-Georges-Buttavent).

IV) Synthèse des observations émises au cours de l'enquête et les conclusion de la Commissions d'enquête.

La commission d'enquête a synthétisé l'ensemble des observations recueillies (tant issues des avis des PPA, que du public lors de l'enquête, que ses propres questions) dans un procès-verbal qu'elle a remis à Mayenne Communauté le 20 novembre 2019.

En retour, Mayenne Communauté a transmis par mail du 5 décembre ses réponses en donnant ses éléments d'analyse sur les questions soulevées par thématique abordée ; son approche et ses observations argumentées au travers soit d'une réponse précise apportée directement soit de la prise en compte du sujet en phase finale d'approbation.

La Commission d'enquête a remis ses résultats définitifs à Mayenne Communauté le 16 décembre 2019 composés du rapport (1^{ère} partie) et de ses conclusions motivées et avis (2^{ème} partie).

En conclusion, la commission d'enquête émet un avis favorable assorti de 3 réserves :

- Rectifier le zonage des carrières Nc pour inclure toutes les parcelles autorisées par les arrêtés préfectoraux d'exploitation de la SAS Baglione notamment quelques-unes qui avaient été oubliées à Champéon et St-Fraimbault-de-Prières,
- Retirer une partie de la zone 1AUh à Mayenne « le Rocher » (1ha à l'est du secteur notamment pour des raisons de topographie et d'environnement),
- Mettre en place une mesure de suivi triennal des linéaires de commerces protégés à Mayenne et Lassay-les-Châteaux ce qui est sans impact sur le contenu du dossier de PLUi.

VI) La prise en compte des avis recueillis, des observations du public et des conclusions de la commission d'enquête.

Conformément au code de l'urbanisme, le projet de PLUi a été modifié pour tenir compte des avis recueillis, des observations du public et du rapport et conclusions de la commission d'enquête.

Les échanges entre Mayenne Communauté, les Communes et le Bureau d'Etudes conseil CODRA ont ainsi permis soit de réaffirmer certains choix et de mieux les justifier soit de modifier ou compléter le dossier.

Conformément aux engagements pris dans la Charte de Gouvernance de février 2016, une Conférence des Maires s'est tenue le 21 janvier 2020. Une présentation l'ensemble des avis, observations du public et des rapports et avis de la commission d'enquête ainsi que des modifications envisagées y a été faite.

Par souci de simplification, un support présenté aux élus en séance permet de résumer les grandes lignes des modifications apportées aux documents composant le projet de PLUi (cf annexe 1d). Ces modifications portent essentiellement sur les points suivants :

1. Des compléments apportés au Rapport de présentation en réponse aux avis des PPA
 - Actualisation de certaines données
 - Mise en cohérence de tous les documents
 - Renforcement de la justification de certaines règles
 - Evaluation environnementale complétée

2. Des modifications du règlement notamment :
 - La réécriture des règles sur les espaces boisés classés
 - La modification des protections du bocage en cas de projet économique
3. Des modifications de zonages essentiellement la transformation des zones NI en STECAL « Loisirs » avec des droits à construire déterminés à 20 m² pour les étangs privés et aux cas par cas pour coller aux usages liés à chaque site
4. Des modifications sur les OAP notamment pour répondre aux remarques des PPA : quelques réductions de périmètres et accès modifiés, le renforcement des prescriptions paysagères et la prise en compte des zones humides dans les projets avec un rappel systématique des règles du code de l'environnement
5. Des modifications dans les changements de destination : une vingtaine d'ajouts et 2 retraits sur demande de la Chambre d'Agriculture.

Le traitement des modifications est détaillé dans 2 pièces qui ont été remises aux conseillers communautaires avec leur convocation, en sus de la note de synthèse, et classées par catégorie suivant la provenance des remarques et observations :

- Avis des personnes publiques associées et consultées - annexe 1b
- Observations, remarques de l'enquête publique - annexe 1c

Il convient de rappeler en conclusion que les modifications apportées au projet de PLUi sont ponctuelles et ne font que renforcer les objectifs poursuivis par Mayenne Communauté et fixés à l'origine du projet et retenus dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et qu'en conséquence elles ne sont pas de nature à bouleverser l'économie générale du projet.

Vu le code général des collectivités territoriales et les articles L. 5311-1 et suivants, L. 5215-1 et suivants, Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 101-1 et suivants et L. 151-1 et suivants et R. 151-1 et L. 103-2,

Vu les statuts de Mayenne Communauté,

Vu la conférence intercommunale des maires en date du 9 février 2016,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 25 février 2016 prescrivant l'élaboration du PLUi, fixant les modalités de la concertation et les objectifs poursuivis,

Vu la délibération du conseil communautaire en date 25 février 2016 arrêtant les modalités de collaboration entre la communauté de communes et les communes,

Vu la délibération du conseil communautaire en date 15 novembre 2018 relative aux débats sur le PADD,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Mayenne Communauté relative aux débats sur le PADD,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 28 juin 2018 faisant le choix d'opter pour le contenu du PLU modernisé sur la présentation du règlement,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 11 juin 2019 approuvant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

Vu les avis des communes et des personnes publiques associées et autres personnes assimilées,

Vu le rapport et les conclusions d'enquête,

Vu la Conférence intercommunale des maires en date du 21 janvier 2020,

Vu la convocation adressée aux élus à laquelle était annexée une note explicative de synthèse et 4 annexes jointes,

Vu le projet de PLUi mis à la disposition des élus,

Considérant que l'ensemble des avis recueillis, des observations du public et du rapport et des conclusions de la Commission d'enquête ont été analysés et pris en compte pour préciser le projet de PLUi et, le cas échéant, l'adapter, sans en bouleverser l'économie générale,

Considérant qu'en l'état, le PLUi est prêt à être approuvé

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (MM. MOLL et SABRAN ayant voté contre) :

- approuve le Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur la base du projet présenté à l'enquête publique, assorti des modifications et compléments, tel qu'il est annexé à la présente délibération,

- précise que, conformément à l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme, le PLUi deviendra exécutoire dès sa publication et sa transmission au Préfet
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au Préfet. Elle fera l'objet d'un affichage à la communauté de communes ainsi que dans chacune des mairies des communes concernées durant un mois et mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

A Mayenne, le 4 février 2020

LE PRESIDENT,
Michel ANGOT

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 4 février 2020 à 18 h 30

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt, le vingt-neuf janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEU, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme PELE, M. REBOURS, Mmes OLIVIER, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. COULON est remplacé par M. LECOURT

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN

Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON

M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE

Excusés :

MM. LE SCORNET, HEURTEBIZE, POIRRIER, LAVANDIER, BRODIN, LESAINT, Mmes COUTURIER, ADAM, M. MORIN.

M. JEUSSE a été désigné secrétaire de séance.

2 - Aménagement du territoire – Documents d'Urbanisme - Abrogation par Mayenne Communauté des Cartes Communales de ALEXAIN, BELGEARD, CHARCHIGNE, GRAZAY, HARDANGES, LA CHAPELLE AU RIBOUL, LE HOUSSEAU-BRETIGNOLLES, MONTREUIL-POULAY, PLACE, SAINT GERMAIN D'ANXURE et SAINT GEORGES-BUTTAVENT

M. VALPREMIT expose :

Le PLUi, lancé en 2016, s'est construit autour d'une logique de Projet à l'échelle du nouveau territoire de Mayenne Communauté dans la continuité du PLH et parallèlement au Schéma de Cohérence Territoriale.

Alors que le territoire de MAYENNE COMMUNAUTE était couvert en 2016 par : 10 Plans Locaux d'Urbanisme, 7 Plans d'Occupation des Sols et 11 cartes communales, l'intérêt du PLUi était de disposer d'un document unifié en adéquation avec les réalités économiques, environnementales et sociales actuelles. L'objectif était d'élaborer, dans un esprit d'harmonisation et d'uniformisation, des règles d'urbanisme en cohérence avec la mise en œuvre du projet de territoire.

Dès sa mise en application, le PLUi de Mayenne Communauté a donc vocation à s'appliquer à l'ensemble des communes et à se substituer aux documents d'urbanisme existants. Ce document de planification unique s'inscrit également dans la logique de faciliter le travail d'instruction des autorisations d'urbanisme désormais confiée à un service mutualisé assuré par Mayenne Communauté.

Si l'entrée en vigueur du PLUi entraîne automatiquement, en droit, l'abrogation des POS et PLU applicables, ce n'est pas le cas pour les cartes communales. Notre avocat nous a alertés sur les recommandations du Ministère de la Cohésion des Territoires de prévoir, après la mise en œuvre d'une enquête publique, une abrogation des cartes communales applicables parallèlement à l'approbation du PLUi.

Mayenne Communauté a donc décidé d'abroger parallèlement et concomitamment les 11 cartes communales existantes concernant les communes de :

ALEXAIN, BELGEARD, CHARCHIGNE, GRAZAY, HARDANGES, LA CHAPELLE-AU-RIBOUL, LE HOUSSEAU-BRETIGNOLLES, MONTREUIL-POULAY, PLACE, SAINT-GERMAIN-D'ANXURE et SAINT GEORGES- BUTTAVENT

D'une manière générale, au-delà de la volonté d'harmoniser, ces cartes communales apparaissent comme des documents anciens et posent plusieurs principales difficultés au regard du contexte réglementaire qui a évolué ces dernières années :

- des disponibilités foncières très importantes en contradiction avec les principes de gestion économe de l'espace et un potentiel urbanisable qui n'est pas toujours en adéquation avec les caractéristiques, les besoins et les capacités de la commune,
- une absence de maîtrise foncière des secteurs ouverts à l'urbanisation ne garantissant pas la gestion économe et l'optimisation de la consommation d'espace,
- Des choix de sites d'urbanisation allant à l'encontre des objectifs de préservation de l'espace (extensions ponctuelles de l'urbanisation, suppression de coupures d'urbanisation, secteurs d'urbanisation déconnectés de l'urbanisation existante, poursuite du mitage).

Bien que tardivement informés de cette nécessité, MAYENNE COMMUNAUTE est parvenue à intégrer cette abrogation dans le cadre de l'enquête publique relative au projet de PLUi.

L'enquête s'est donc déroulée du mercredi 9 octobre 2019 au mardi 12 novembre 2019. Un document N°7 intitulé « Recueil d'information sur les cartes communales à abroger » figurait dans le dossier d'enquête consultable dans les 33 communes ainsi qu'au siège de Mayenne Communauté. Il était aussi mis à disposition du public sur un site dédié et sur le site de Mayenne Communauté.

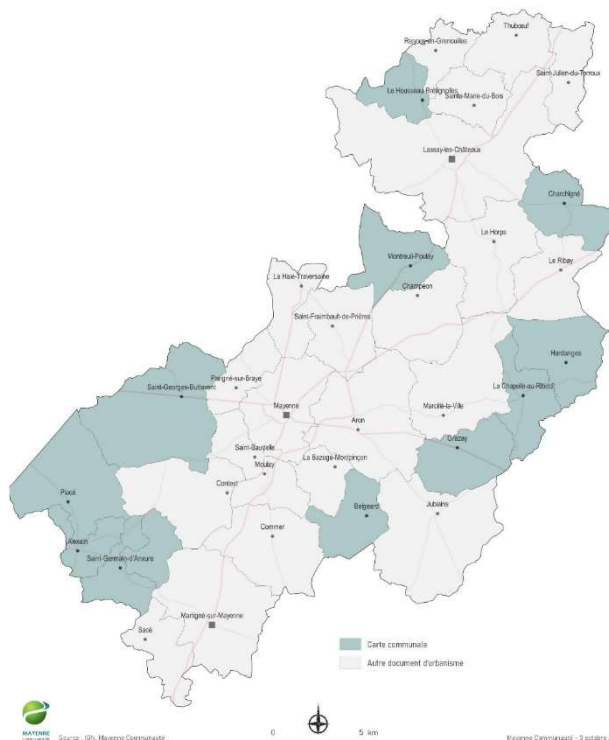
Le public a été invité à déposer ses observations sur les registres papiers des communes et de MC aux jours et heures habituels d'ouvertures, ou sur le registre dématérialisé, ou encore sur une adresse mail dédiée, par courrier ou lors des 15 permanences de la Commission d'Enquête.

Le rapport d'enquête remis par la Commission d'Enquête fait mention de 28 téléchargements et 27 visionnages du recueil relatif aux cartes communales. Sur les 263 observations déposées par 155 personnes, aucune ne concerne les cartes communales.

Dans l'avis remis le 16 décembre à Mayenne Communauté, la commission d'enquête atteste que l'enquête portant sur l'abrogation des cartes communales a été conduite conjointement à celle portant sur le PLUi dans les mêmes conditions d'organisation et de publicité. A l'issue de l'enquête, elle confirme que le dossier est conforme aux dispositions réglementaires, qu'il a été tenu à la disposition du public pendant 35 jours et n'a fait l'objet d'aucune remarque ni observation de la part du public. La commission d'enquête a formulé un avis favorable.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'abrogation des 11 cartes communales présentées ci-après :

Cartes communales Mayenne Communauté



- La Carte Communale d'**ALEXAIN**, approuvée par arrêté préfectoral du 22 novembre 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 29 août 2013.
- La Carte Communale de **BELGEARD** approuvée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2007 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 7 septembre 2007.
- La Carte Communale de **CHARCHIGNE** approuvée par arrêté préfectoral du 25 mars 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2013.
- La Carte Communale de **GRAZAY** approuvée par arrêté préfectoral du 4 février 2004 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 18 novembre 2003.
- La Carte Communale de **HARDANGES** approuvée par arrêté préfectoral 23 décembre 2015 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 2 octobre 2015.
- La Carte Communale de **LA CHAPELLE-AU-RIBOUL** approuvée par arrêté préfectoral du 5 avril 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} février 2013
- La Carte Communale de **LE HOUSSEAU-BRETIGNOLLES** approuvée par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2010.
- La Carte Communale de **MONTREUIL-POULAY** approuvée par arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 19 août 2014.
- La Carte Communale de **PLACE** approuvée par arrêté préfectoral du 11 septembre 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2013
- La Carte Communale de **SAINT-GERMAIN-D'ANXURE** approuvée par arrêté préfectoral du 7 février 2014 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 29 novembre 2013.
- La Carte Communale de **SAINT-GEORGES-BUTTAVENT** approuvée par arrêté préfectoral du 4 décembre 2007 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 18 Octobre 2007.

La présente délibération sera affichée à Mayenne Communauté et dans les 11 communes concernées et sera transmise à Monsieur Le Préfet qui prendra un arrêté relatif à l'abrogation ces 11 documents. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de Mayenne Communauté.

L'arrêté préfectoral sera lui-même affiché à Mayenne Communauté et dans les communes et fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Vu le code de l'urbanisme notamment les articles L. 161-1 et suivants et R. 161-1 et suivants,
Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 9 octobre au 12 novembre 2019,
Vu l'absence d'observation et l'avis favorable de la commission d'enquête,
Vu l'information de cette abrogation donnée lors de la conférence des Maires en date du 21 janvier et l'absence d'opposition ou de remarque sur cette question,
Vu la note explicative de synthèse annexée à la convocation des conseillers communautaires,

Considérant que les cartes communales en question sont des documents anciens qui ne répondent plus aux enjeux actuels, tels qu'ils résultent notamment règles en vigueur,

Considérant la nécessité d'assurer l'entrée en vigueur du PLUi sur l'ensemble du territoire de MAYENNE COMMUNAUTE,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve l'abrogation de la Carte Communale d'ALEXAIN, approuvée par arrêté préfectoral du 22 novembre 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 29 août 2013,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de BELGEARD approuvée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2007 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 7 septembre 2007,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de CHARCHIGNE approuvée par arrêté préfectoral du 25 mars 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2013,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de GRAZAY approuvée par arrêté préfectoral du 4 février 2004 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 18 novembre 2003,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de HARDANGES approuvée par arrêté préfectoral 23 décembre 2015 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 2 octobre 2015,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de LA CHAPELLE AU RIBOUL approuvée par arrêté préfectoral du 5 avril 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 1er février 2013,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de LE HOUSSEAU-BRETIGNOLLES approuvée par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2010,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de MONTREUIL-POULAY approuvée par arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 19 août 2014,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de PLACE approuvée par arrêté préfectoral du 11 septembre 2013 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2013,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de SAINT-GERMAIN-d'ANXURE approuvée par arrêté préfectoral du 7 février 2014 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 29 novembre 2013,**
- **approuve l'abrogation de la Carte Communale de SAINT-GEORGES-BUTTAVENT approuvée par arrêté préfectoral du 4 décembre 2007 suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 18 Octobre 2007.**
- **précise que conformément à l'article R. 163-9 du code de l'urbanisme du Code de l'Urbanisme, l'abrogation des cartes communes deviendra exécutoire à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa dudit article,**
- **autorise Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au Préfet.**

A Mayenne, le 4 février 2020

LE PRESIDENT,
Michel ANGOT

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 4 février 2020 à 18 h 30

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt, le vingt-neuf janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEN, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme PELE, M. REBOURS, Mmes OLIVIER, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. COULON est remplacé par M. LECOURT

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE

Excusés :

MM. LE SCORNET, HEURTEBIZE, POIRRIER, LAVANDIER, BRODIN, LESAIN, Mmes COUTURIER, ADAM, M. MORIN.

M. JEUSSE a été désigné secrétaire de séance.

3 - Aménagement du territoire - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Mayenne Communauté- Instauration du Droit de Préemption Urbain et délégation aux communes

M. VALPREMIT expose :

En application de la loi ALUR et de l'article L 211-2 al 2 du code de l'urbanisme, MAYENNE COMMUNAUTE est devenue, depuis le 1^{er} janvier 2016, compétente de plein droit et sans formalité en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU). Dans l'attente de l'élaboration du PLUi et par délibération en date du 25 février 2016, Mayenne Communauté a confirmé le Droit de Préemption Urbains sur les périmètres qui

avaient été préalablement établis par les communes dans leurs documents d'urbanisme. tant sur les zones urbanisées et d'urbanisation future des communes dotés d'un PLU (U et AU), d'un POS (U et NA) que sur les secteurs identifiés par les cartes communales.

Mayenne Communauté a actualisé le dispositif pour la commune de Martigné-sur-Mayenne par délibération du 17 mai 2018 pour tenir compte de l'approbation du nouveau PLU sur cette commune. Toutefois, l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme indique que « le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement. Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties de zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien»

Cet article ouvre donc la possibilité de redonner par délégation aux communes membres la possibilité de rester maître de leur politique d'aménagement et prendre les décisions qui relèvent normalement du conseil communautaire. Cette délégation dite de pouvoir signifie qu'il y a un transfert juridique de la compétence, l'assemblée communautaire perdant ainsi le pouvoir d'exercer ce DPU. Toutefois, il convient de préciser que l'exercice du droit de préemption ne peut se reléguer à la commune que pour les opérations relevant des compétences communales.

C'est ce choix que Mayenne Communauté a fait permettant aux communes qui disposaient précédemment de ce droit de préemption de le conserver.

Désormais avec l'approbation du nouveau PLUi, il convient de se prononcer à nouveau sur le Droit de Préemption Urbain. En effet les documents d'urbanisme préalablement en application tombent et le droit de préemption également.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'instaurer un DPU sur les zones U et AU du territoire de Mayenne Communauté délimitées par le document d'urbanisme opposable.

L'instauration de ce droit de préemption ayant pour objet de disposer d'un outil supplémentaire de maîtrise foncière sur son territoire, il n'a donc vocation à être utilisé par la Communauté de Communes que pour l'exercice des compétences qui lui ont été confiées et qui sont donc inscrites dans ses statuts et/ou délimitées et précisées par l'intérêt communautaire.

C'est ainsi que dans le souci d'anticiper la délégation de compétence pour des zones qui devraient accueillir un projet intercommunal, le conseil communautaire a défini par délibération du 29 mars 2018 un schéma de développement des parcs d'activités.

En revanche, il est proposé de déléguer aux communes le droit de préemption sur les domaines qui restent de la compétence communale notamment l'habitat.

Selon le principe de guichet unique, c'est la commune concernée par le bien qui continue de recevoir la Déclaration d'Intention d'Aliéner sachant qu'il convient de rappeler que depuis la loi Alur seules les cessions de biens de plus de 4 ans font l'objet de DIA (10 ans précédemment). Par souci de simplification et de proximité mais aussi pour ne pas submerger les services de Mayenne Communauté, le bureau propose que les communes continuent de répondre aux DIA, sans que celles-ci soient transmises automatiquement à MC.

Pour être opposable, l'acte de délégation doit être porté à l'information du public au travers de plusieurs formalités :

- transmis au contrôle de légalité et aux services fiscaux, au président du conseil supérieur du notariat, à la chambre du barreau près du Tribunal de Grande Instance et au greffe de ce Tribunal.
- affiché pendant un mois au siège de MC ainsi que dans les mairies des communes
- la mention de cet affichage doit être insérée dans 2 journaux locaux.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- *instaure le DPU sur les zones U et AU du territoire de Mayenne Communauté défini dans le PLUI.*
- *délègue aux communes membres la mise en œuvre du DPU dans les domaines où Mayenne Communauté n'a pas acquis de compétences au titre de ses statuts ou de la définition de l'intérêt communautaire*
- *donne délégation au Président dans la limite de 150 000 € de décider de l'opportunité d'exercer ou non au nom de Mayenne Communauté le DPU dans ses domaines de compétence.*
- *procède aux formalités et mesures de publicités exigées par les textes.*

A Mayenne, le 4 février 2020

LE PRESIDENT,
Michel ANGOT

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 4 février 2020 à 18 h 30

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt, le vingt-neuf janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEN, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme PELE, M. REBOURS, Mmes OLIVIER, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. COULON est remplacé par M. LECOURT

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE

Excusés :

MM. LE SCORNET, HEURTEBIZE, POIRRIER, LAVANDIER, BRODIN, LESAIN, Mmes COUTURIER, ADAM, M. MORIN.

M. JEUSSE a été désigné secrétaire de séance.

4 - Urbanisme – Instruction des autorisations d'urbanisme à compter de l'opposabilité du PLUi Adhésion de la commune au service commun de Mayenne Communauté - Tarifs et autorisation de signature de la convention

M. VALPREMIT expose :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) prévoyait la fin progressive de la mise à disposition des services de l'État pour l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Pour répondre à cette évolution, un service commun a été créé au sein de la Communauté de Communes au 1^{er} juillet 2015 dans une logique de solidarité intercommunale et de mutualisation des moyens.

La situation s'établissait ainsi.

Service commun Au 1^{er} juillet 2015	communes susceptibles d'intégrer le Service commun au 1^{er} janvier 2017	communes restant Instruites par la DDT
Aron	Alexain	Le Horps
La Bazoge Montpinçon	Belgeard	Rennes en Grenouilles
Commer	Champéon	Saint Julien du Terroux
Contest	Charchigné	Thuboeuf
La Haie Traversaine	Grazay	Ste Marie du Bois
Jublains	Hardanges	
Marcillé la Ville	La Chapelle-au-Riboul	
Martigné sur Mayenne	Lassay-les-Châteaux	
Mayenne	Le Housseau-Brétignolles	
Moulay	Le Ribay	
Parigné sur Braye	Montreuil-Poulay	
Sacé	Placé	
Saint Baudelle	Saint Georges-Buttavent	
Saint Fraimbault de Prières	Saint Germain d'Anxure	

Actuellement 27 communes font appel au service mutualisé de Mayenne Communauté, St Georges Buttavent ayant conservé son instruction. Le service est composé de 4 agents.

Pour les 5 communes dont les autorisations d'urbanisme restaient instruites par la DDT la situation va évoluer prochainement parallèlement à l'opposabilité du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. Elles peuvent donc désormais adhérer au service mutualisé de Mayenne Communauté sous réserve de valider les modalités de la convention et les tarifs.

Les conventions signées avec les 27 autres communes se terminant au 31 décembre 2020, il est proposé un conventionnement pour la seule année civile 2020 dans les conditions financières établies en 2017.

Nous avons anticipé cette évolution et une réunion d'information s'est tenue le 20 janvier 2020 avec les secrétaires de Mairie des communes concernées afin de leur présenter le dispositif et les modalités de la convention. Le projet de délibération et de convention leur a été adressées dans la foulée et nous avons les 1^{ers} retours.

Il s'agit donc de valider cette extension de prestation coté Communauté de Communes.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide la proposition d'extension du service commun d'instruction des autorisations du droit des sols auprès des 5 communes de Le Horps, Rennes-en-Grenouilles, Saint-Julien-du-Terroux, Sainte-Marie-du-Bois et Thuboeuf, selon les modalités de fonctionnement définies par la convention:

- confirme l'application des tarifs tels que définis en 2017 à savoir :

*** certificat d'urbanisme b : 61 €**

*** déclaration préalable : 106 €**

*** permis de démolir : 121 €**

*** permis de construire : 151 €**

*** permis d'aménager : 182 €**

- autorise M. le Président à signer la convention avec les communes dans la version annexée.

A Mayenne, le 4 février 2020

LE PRESIDENT,
Michel ANGOT

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 4 février 2020 à 18 h 30

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt, le vingt-neuf janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEU, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme PELE, M. REBOURS, Mmes OLIVIER, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. COULON est remplacé par M. LECOURT

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE

Excusés :

MM. LE SCORNET, HEURTEBIZE, POIRRIER, LAVANDIER, BRODIN, LESAIN, Mmes COUTURIER, ADAM, M. MORIN.

M. JEUSSE a été désigné secrétaire de séance.

5 - Santé Publique - Pôle de santé - Levée des pénalités - Entreprise Baron - Lot n° 3 - Menuiseries extérieures aluminium

M. MOLL expose :

La réception des travaux a été effectuée par le Maître d'œuvre en présence du Maître d'ouvrage le 05 Juillet 2018.

La levée de réserves a été effectuée quant à elle le 14 Novembre 2018 par le Maître d'œuvre et approuvée par le Maître d'ouvrage le 20 Décembre 2018.

Compte tenu des délais entre les deux dates, l'entreprise Baron serait susceptible de se voir appliquer des pénalités, puisque lors de la réception de travaux il lui a été indiqué qu'elle avait jusqu'à une semaine pour lever les réserves.

L'entreprise est intervenue dans la semaine qui a suivi la réception des travaux mais la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage n'ont fait le constat officiel de la correction des imperfections que tardivement.

Les pénalités dues par l'entreprise au regard du CCAP Travaux si vous décidiez de les appliquer seraient de :

- 158 jours calendaires de retard à compter du 12 Juillet 2018 soit une retenue journalière de 295,70 HT x 158 jours = 46 720,60 euros HT

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de ne pas appliquer les pénalités prévues par l'article 6.3 du CCAP travaux, l'entreprise Baron ayant rempli ses obligations.

A Mayenne, le 4 février 2020

LE PRESIDENT,
Michel ANGOT

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 4 février 2020 à 18 h 30

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt, le vingt-neuf janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEN, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme PELE, M. REBOURS, Mmes OLIVIER, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. COULON est remplacé par M. LECOURT

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN

Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON

M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE

Excusés :

MM. LE SCORNET, HEURTEBIZE, POIRRIER, LAVANDIER, BRODIN, LESAIN, Mmes COUTURIER, ADAM, M. MORIN.

M. JEUSSE a été désigné secrétaire de séance.

6 - Santé Publique - Pôle de santé - Levée des pénalités - Entreprise Mariotte - Lot n°8 Revêtements de sols

M. MOLL expose :

Concernant l'entreprise Mariotte en charge du marché de revêtements de sol, des réserves importantes avaient été émises lors de la réception des ouvrages.

Les réserves ont amenés le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage à rencontrer le Directeur de l'entreprise sur le chantier. Ce dernier a proposé la reprise totale d'une surface de près de 300 m² de sol compte tenu

des imperfections majeures constatées. L'entreprise a donc effectué les travaux demandés de reprise, en enlevant les sols posés et en reprenant l'ensemble des ouvrages, ce qui a engendré des retards de livraison.

Pour autant ces travaux ont été effectués sans que cela ne porte préjudice aux autres entreprises ni au Maître d'Ouvrage pour la livraison du bâtiment.

Si nous devons appliquer les pénalités conformément au CCAP travaux à l'entreprise Mariotte, elles s'élèveraient à la somme de :

- 474 jours calendaires de retard à compter du 12 Juillet 2018 soit une retenue journalière de 95,60 euros HT x 474 = 45 314, 40 euros HT

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de ne pas appliquer les pénalités liées au retard dans l'exécution des travaux.

A Mayenne, le 4 février 2020

LE PRESIDENT,
Michel ANGOT